

Marché de travaux pour la
construction d'une centrale
photovoltaïque en
autoconsommation en Guyane

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

n°2024010RGFA360

SOMMAIRE

1.	OBJET DU CONTRAT.....	3
2.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
3.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
4.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	5
5.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	8
6.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
7.	LITIGE ET SANCTIONS	12
8.	FIN DU CONTRAT	14

1. OBJET DU CONTRAT

Le marché a pour objet la construction d'une centrale photovoltaïque en autoconsommation en Guyane.

Représentation des parties

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur ci-dessous :

Institut de Recherche pour le Développement

Représentation de Guyane

275 route de Montabo

BP 90165

97323 CAYENNE cedex

Courriel : df.sapi@ird.fr ; guyane@ird.fr

Présentation de l'Institut de Recherche pour le Développement :

L'IRD est un organisme de recherche public français pluridisciplinaire qui, depuis près de 80 ans, s'engage dans des partenariats équitables avec les pays du Sud et dans les Outre-mer français.

Acteur de l'agenda international pour le développement, il inscrit ses priorités dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

Ensemble, scientifiques et partenaires de l'Institut proposent des solutions concrètes pour répondre aux défis globaux auxquels les sociétés et la planète font face. Cette relation gagnante-gagnante fait de la science et de l'innovation des leviers majeurs du développement.

L'Institut est placé sous la double tutelle du ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de celui chargé des Affaires Étrangères.

Les priorités de l'IRD s'inscrivent dans la mise en œuvre, associée à une analyse critique, des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en septembre 2015 par les Nations unies, avec pour ambition d'orienter les politiques de développement et de répondre aux grands enjeux liés aux changements globaux, environnementaux, économiques, sociaux et culturels qui affectent la totalité de la planète.

Depuis 2008, son siège se situe à Marseille, en France. L'IRD est également présent en France métropolitaine, en Outre-mer, auprès des organisations internationales et européennes à Bruxelles et surtout et avant tout, dans les régions intertropicales et l'espace méditerranéen.

Il s'appuie sur un réseau de 4 délégations régionales en France, 35 représentations à l'étranger dont 4 en outre-mer, 79 unités mixtes de recherches, 42 laboratoires mixtes internationaux, etc. pour organiser ses collaborations.

Par son réseau, l'IRD défend un modèle original de partenariat scientifique équitable avec les pays du Sud. Science du développement durable, innovation et interdisciplinarité constituent les piliers de sa recherche, engagée pour la réalisation des Objectifs de développement durable.

L'IRD, c'est ainsi une communauté riche de près de 7000 personnes : 2260 agents IRD (915 chercheurs, 1345 ingénieurs et techniciens) dont 26% des agents affectés hors métropole.

■ Lieux d'exécution du contrat :

Centre IRD de Montabo à Cayenne en Guyane (973).

2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Le présent marché n'est pas alloti, l'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché ordinaire.

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des dispositions de l'article L2123-1 du Code de la commande publique du 1er avril 2019.

■ Pièces constitutives du marché :

Par dérogation à l'article 4 du CCAG Travaux les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- Acte d'engagement (A.E) du marché, complété, daté(s) et signé(s) par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire du marché et de son annexe n°1 intitulé « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) »,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes (pièces techniques),
- Le Cahier des clauses administratives générales Travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le Mémoire Technique du titulaire, remis dans son offre et respectant les prescriptions du CCTP.

En cas de contradiction, d'incohérence ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Le CCAG applicable aux Travaux est réputé connu du titulaire quoique n'étant pas joint au dossier de consultation des entreprises.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.

Le Titulaire devra se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

■ Variantes

Les variantes à l'initiative du candidat et de l'acheteur sont interdites.

- **Durée du marché**

Le marché prendra effet à compter de sa notification pour une durée de 10 mois.

- **Délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont détaillés dans le CCTP à l'article 1.7.

En cas de non-respect des délais, les pénalités détaillées à l'article 6 du CCAP sont applicables.

- **Marché à prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire un marché à prestations similaires, sur le fondement des dispositions l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, relatif à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables.

3. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

3.1. Prix du contrat

- **Nature des prix :**

Le marché est un marché ordinaire dont le prix est global et forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre la totalité de nécessaires à la bonne et entière réalisation de l'objet du marché.

Le montant du marché est indiqué à l'Acte d'Engagement et décliné dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir, en cours d'exécution du marché, du caractère incomplet du cadre de décomposition du prix global forfaitaire ou d'une prestation supplémentaire imprévue pour demander une augmentation du prix. Celui-ci est en effet ferme et définitif sur toute la durée du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (y compris les droits de douane) frappant obligatoirement les prestations ainsi que l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le titulaire. Les prix comprennent la fourniture de la main d'œuvre et de l'ensemble du matériel nécessaires à la bonne exécution des prestations ainsi que les frais de déplacements.

Les prix du marché sont établis hors TVA.

L'unité monétaire dans laquelle est conclu et exécuté ce marché est l'EURO (€). Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EURO (€) retenue pour le marché.

■ Variation des prix

Les prix sont fermes sur toute la durée du marché.

3.2. Conditions de paiement

■ Avance

Les prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-3 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du Code de la commande publique.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du marché dans le cas où l'avance est au taux de 5% (respectivement 30% pour une petite et moyenne entreprise). Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%).

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché.

■ Modalités de paiement

Les factures seront envoyées de façon dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Elles sont déposées via les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET de l'IRD
- Le code service exécutant

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent marché, telle qu'indiquée à l'AE,
- Le numéro et la date de la facture,

- L'objet de la prestation facturée et le libellé de la rubrique dans l'annexe financière auquel il se rattache,
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,
- Le montant H.T.,
- Le numéro SIRET du titulaire,
- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à celles indiquées dans l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement et le comptable assignataire de la dépense sont indiqués à l'Acte d'Engagement.

Toute facture non déposée et non rédigée comme indiquée ci-dessus sera retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

Mode de règlement et délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, l'IRD procédera au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours.

Ce délai commencera à courir après service fait et à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

En application du chapitre II du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique. Le mode de règlement choisi par l'IRD est le virement administratif.

L'IRD procédera au mandatement des sommes dues dans le respect de la réglementation en vigueur dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit et sans aucune formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement

Retenue de garantie

Sans objet.

Cautionnement

Sans objet.

Acomptes

Les dispositions de l'article 12.2 du CCAG Travaux s'appliqueront.

Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître concernant le présent Marché subséquent peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8 et suivants et R2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut donner lieu à un nantissement ou à une cession de créance qu'à hauteur des prestations exécutées par le Titulaire.

4. RÉALISATION DES PRESTATIONS

■ **Descriptions des prestations**

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

■ **Egalité Femmes et Hommes**

Le titulaire s'engage à respecter l'égalité entre les femmes et hommes dans l'exécution du contrat. Il doit mettre en œuvre des actions concrètes visant à garantir l'égalité de traitement, proscrire toute discrimination, veiller à l'égalité salariale et encourager la mixité à tous les niveaux de responsabilité.

■ **Valorisation des déchets**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre des mesures visant à maximiser la valorisation des déchets produits dans le cadre de l'exécution du contrat, en privilégiant notamment le recyclage, la réutilisation et le compostage, conformément aux obligations issues de l'article L.541-1 du Code de l'Environnement et du Schéma Organisationnel de Gestion et d'Élimination des Déchets (SOGED) complété par le titulaire.

À cette fin, il devra fournir périodiquement le bordereau de suivi des déchets du chantier détaillant les quantités et les types de déchets valorisés ainsi que les filières de traitement utilisées.

■ **Sous-Traitance**

La sous-traitance est autorisée. Les opérations relatives à la sous-traitance devront s'effectuer conformément aux strictes dispositions des articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

En cas de sous-traitance directe :

Le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

En cours d'exécution, le titulaire présente le formulaire DC4 ainsi que les pièces suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

- Une présentation de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du sous-traitant. Il s'agit des références demandées au titulaire pour l'appréciation des mêmes capacités ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En cas de déclaration lors de la remise de l'offre, il présente le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées.

En cas de sous-traitance indirecte :

Les sous-traitants doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation des sous-traitants directs et doivent fournir une caution bancaire. Une convention de délégation de paiement peut être demandée sous réserve de la décision souveraine du pouvoir adjudicateur.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve, d'une part de cette acceptation et de cet agrément, et d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Pilotage du marché

Le marché sera piloté par le Service Stratégie Immobilière et Valorisation du Patrimoine et la Représentation de Guyane.

Pour tout échange d'ordre général le titulaire pourra contacter : df.sapi@ird.fr

■ Moyens Humains

Le titulaire doit avoir à disposition les effectifs nécessaires pour l'exécution des prestations décrites dans les cahiers des charges sont fixés par le titulaire dans son offre technique.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté à la réalisation des prestations devra être en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des opérations prévues au présent marché.

En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations ou du délai des réalisations, le titulaire augmentera à ses frais, en cours d'exécution du marché, le nombre de personnes affectées à ces opérations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

De plus, l'IRD peut exiger le remplacement immédiat de tout agent dont elle ne s'estime pas satisfaite. Le personnel du titulaire doit respecter le règlement intérieur de l'établissement.

■ Réunion de lancement des prestations

A la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée sous 7 jours ouvrés entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur afin d'informer plus précisément le titulaire sur le contenu et les modalités d'exécution de la prestation.

Cette réunion de lancement aura pour objet de permettre au titulaire de présenter ses intervenants et son mode d'organisation et au pouvoir adjudicateur de préciser le contexte de l'intervention, d'exposer ses méthodes d'organisation, et de remettre au titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution du marché.

■ Remise en état des lieux

Le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des prestations.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

■ Pouvoir hiérarchique et disciplinaire

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie aux prestations du présent marché reste en toute circonstance sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Le titulaire est seul responsable des moyens humains, logistiques et matériels qu'il doit mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des membres de son personnel affecté aux prestations possède la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à leur bonne exécution.

Le titulaire devra remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf cas de force majeure ou situation assimilée.

■ Mise en demeure

Dans le cas de prestations non conformes, le pouvoir adjudicateur peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier à l'ensemble des non-conformités constatées dans un délai de 48 (quarante-huit) heures, à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une fourniture normale, le pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités visées au présent CCAP continuent de s'appliquer pendant la période où le pouvoir adjudicateur assure cette fourniture à la place du titulaire.

■ Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ Nettoyage des locaux

Le titulaire doit laisser les locaux propres et libres de tous déchets pendant et immédiatement après l'exécution des prestations dont il est chargé. Les nettoyages sont réalisés après chaque jour d'intervention sur site pour réaliser les prestations.

En cas de manquement constaté, le maître d'œuvre ou maître d'ouvrage peut faire nettoyer la zone concernée aux frais de l'entreprise défaillante, responsable ou non, après simple avertissement.

■ Secret professionnel / confidentialité / RGP

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs et prestataires de services, au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans l'autorisation écrite de l'IRD être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le Titulaire s'interdit d'utiliser les informations et documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le marché.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

En effet, les informations à caractère personnel demandées dans le document de consultation des entreprises sont obligatoires et leur absence compromettrait la candidature, qui deviendrait irrégulière. Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires seront enregistrées dans un fichier informatisé par l'IRD.

Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat. Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par le maître d'ouvrage.

■ Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG Travaux, le titulaire devra justifier au stade de l'attribution du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRD et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire. En aucun cas, l'IRD ne pourra être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

■ Documents à produire par l'entreprise durant l'exécution du marché

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'IRD, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

A défaut, le marché est résilié.

6. LITIGES ET SANCTIONS

■ Pénalités

Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans l'exécution des prestations, l'IRD se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 350 € HT par jour de retard.

Ces pénalités ne trouveront pas à s'appliquer dans l'hypothèse où le non-respect du délai serait dû à la force majeure ou au fait du maître d'ouvrage.

En cas de retard supérieur à 5 ouvrés au-delà des délais contractuels ; l'IRD se réserve le droit de faire exécuter les prestations par un tiers aux frais et risque du titulaire

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 200 euros

Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de mauvaise exécution, ou d'exécution partielle des prestations objet du marché, et après constatation notifiée par l'IRD au titulaire par tout moyen, l'IRD se réserve le droit d'appliquer une pénalité équivalente à 50 % du montant de la prestation mal exécutée.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Travaux les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sur simple constatation écrite par l'IRD par tout moyen de communication.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 200 euros.

■ Tribunal compétent

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable. A défaut d'accord des parties dans les quinze jours suivant l'envoi par l'une des parties (par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) d'une demande en vue d'un règlement à l'amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le Tribunal Administratif de Marseille.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

7. RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG Travaux.

8. DEROGATIONS

Liste des dérogations au CCAG Travaux :

Article 3 du CCAP	Article 4 du CCAG Travaux
Article 5 du CCAP	Article 9.2 du CCAG Travaux
Article 6 du CCAP	Article 14 du CCAG Travaux



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)